Rassemblement Kanaky-Nouvelle Calédonie

Mercredi 22 mai 18h devant la Préfecture à Nantes

La situation en Kanaky - Nouvelle Calédonie est catastrophique. Elle est entièrement due à la brutalité de la méthode choisie par Emmanuel Macron pour sortir de l'accord de Nouméa ratifié en 1998.

Macron et ses amis ont pris fait et cause pour le camp anti-indépendantiste en nommant comme rapporteur de son projet de loi un député issu de ce camp.

Le gouvernement en voulant faire passer en force compromet plus de 30 ans d'un processus de décolonisation négocié alors que le FLNKS avait accepté de discuter d'un dégel partiel du corps électoral à condition que ce point soit discuté dans un accord global.

Les propos du Haut-commissaire de la République «L'ordre républicain sera rétabli, quoi qu'il en coûte» sont inacceptables. La violence, qui a déjà fait 6 morts, est imputable à une politique gouvernementale basée sur le refus de la concertation avec la population kanake et ses organisations.

Les organisations politiques de Loire-Atlantique : Ensemble !, Gauche démocratique et sociale (GDS), Gauche écosocialiste (GES), Génération.s, La France insoumise (LFI), Les écologistes-EELV, Nouvelle donne (ND), Nouveau parti anticapitaliste (NPA-L'Anticapitaliste), Parti communiste français (PCF), Parti socialiste (PS), Place Publique, Union démocratique bretonne (UDB) appellent à se rassembler devant la Préfecture de Nantes mercredi 22 mai à 18h00 pour exiger :

- le retrait immédiat du projet de loi de réforme constitutionnelle visant à changer le corps électoral pour les élections en Nouvelle-Calédonie
- l'arrêt de la répression en cours contre les militantes et militants indépendantistes























